

Les notes d'analyse du CIHEAM

N° 46 – Mars 2009

# L'actualité agricole en Méditerranée

(janvier - février 2009)

Secrétariat Général du CIHEAM

# L'actualité agricole en Méditerranée de janvier et février 2009

Secrétariat Général du CIHEAM<sup>1</sup>

Janvier 2009

## Monde – 8 janvier 2009

### **2009, Année internationale des fibres naturelles**

Un message, de plus en plus adressé aux petits producteurs agricoles du Nord et du Sud: pour survivre et avoir probablement à l'avenir une place dans les dynamiques économiques façonnées par la logique de la mondialisation, il faudrait qu'ils diversifient autant que faire se peut leurs activités et donc leurs sources de revenu. C'est justement dans ce cadre que s'insère l'Année internationale des fibres naturelles. Elle sera lancée officiellement au siège de la FAO le 22 janvier 2009. Ces fibres proviennent essentiellement des mammifères (moutons, chèvres et lapins). Elles sont également fournies par le cocon du ver à soie et les végétaux (tiges et graines de plantes diverses, coton, lin, laine, etc.).

L'idée d'une telle initiative initiée par la FAO a été retenue lors d'une réunion de pays producteurs et consommateurs de fibres suite à un constat selon lequel, depuis les années 1960, l'utilisation, d'un côté, des fibres synthétiques a sensiblement augmenté aux dépens des fibres naturelles. D'un autre côté, certaines catégories de consommateurs s'intéressent de plus en plus aux produits issus des fibres naturelles. A la demande donc de la FAO, l'Assemblée générale des Nations Unies a décrété 2009, « Année internationale des fibres naturelles ». Les manifestations et les différents programmes prévus dans ce cadre au siège de la FAO et dans la plupart des pays producteurs de fibres naturelles visent notamment à stimuler la demande des fibres naturelles et sensibiliser les consommateurs à leur qualité et à renforcer l'efficacité et la durabilité des industries des fibres naturelles. Le but est par ailleurs d'inviter les gouvernements à la mise en oeuvre de stratégies appropriées en matière d'industries de fibres naturelles qui aident les petits producteurs à accroître leurs revenus et qui s'inscrivent dans le cadre du développement rural durable. Enfin, un autre objectif important est d'encourager des partenariats à l'échelle régionale mais aussi au plan international entre les diverses industries de fibres naturelles.

## Santé animale – 9 janvier 2009

### **La lutte contre les maladies animales : un enjeu sanitaire international majeur**

En dépit de la crise financière et économique mondiale actuelle, les échanges commerciaux vont se poursuivre à un niveau sans précédent, a souligné Bernard Vallat, Directeur général de l'Organisation internationale de la Santé animale (OIE), lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 7 janvier 2009. Or, bien des épizooties empruntent souvent les circuits des échanges commerciaux à l'échelle internationale pour se répandre, a-t-il ajouté. Du coup, « un seul pays peut mettre en danger le reste de la planète » et causer des dégâts économiques très importantes. M. Vallat a cité par exemple le cas de la réintroduction de la fièvre aphteuse en Grande Bretagne par l'intermédiaire d'un plateau repas ayant transité par un aéroport britannique et coûté, au final, 10 milliards de livres sterling.

A propos des pays en développement, le Directeur général de l'OIE a rappelé que la vie de plus d'un milliard d'individus dépendait essentiellement de la détention d'animaux. Mais il a insisté dans

---

<sup>1</sup> Cette note d'analyse reprend les brèves publiées sur l'Observatoire du CIHEAM en janvier et février 2009, à partir du travail de recherche des informations et de rédaction réalisé par Sébastien Abis, Hassane Tlili, Jessica Nardone et Fabienne Fontan.

le même temps sur la nécessité d'aider les pays pauvres à faire face aux maladies émergentes qui menacent désormais le monde entier, à la faveur des changements climatiques et à l'accroissement des échanges commerciaux. C'est ainsi que la fièvre de la vallée du Rift peut « traverser la Méditerranée », à l'instar du chikungunya ayant pris pied en Italie, a estimé le Directeur général de l'OIE. Il s'est attardé à cet effet sur la grippe aviaire qui continue de poser problème dans plusieurs pays dont notamment l'Egypte, la Chine, le Vietnam et l'Indonésie. Il est donc urgent, a-t-il martelé d'aider tous les pays n'ayant pas les moyens suffisants pour se procurer les vaccins appropriés ou pour les fabriquer sur place. Mais il est également utile, voire nécessaire d'encourager les pays en développement à créer des fonds de soutien aux populations locales pendant les moments de crises liées aux maladies animales.

Parmi les problèmes cruciaux qui menacent aujourd'hui la sécurité animale dans le monde entier, M.Vallat a mis en exergue celui « extrêmement grave de la décroissance des populations d'abeilles ». Selon le Directeur général de l'OIE, des échanges de géniteurs se sont développés en dehors de tout contrôle et « ont permis à des pathogènes de se généraliser, ce qui a contribué à la fragilisation des abeilles domestiques face aux pesticides. Si ce problème n'est pas pris au sérieux, il risquera d'affecter durement les petits producteurs agricoles dans les pays du Sud pour lesquels l'abeille est à la fois un excellent pollinisateur et une source de revenu non négligeable, via l'apiculture.

### **Monde – 10 janvier 2009**

#### ***Les Nations-Unies demeurent attentives à la sécurité alimentaire***

Les préparatifs vont bon train pour organiser les 26 et 27 janvier 2009 à Madrid une réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire. Présidé par Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies et José Luis Zapatero, Chef du gouvernement espagnol, ce sommet sera consacré essentiellement à deux questions : le suivi des promesses de dons faites lors du dernier sommet tenu au siège de la FAO au mois de juin 2008 sur l'alimentation et la sécurité alimentaire et l'élaboration d'une feuille de route concernant tout particulièrement l'aide des petits agriculteurs dans les pays en développement les plus pauvres.

Il faut rappeler que les chefs d'Etats et de gouvernements ont promis à Rome de collecter environ 6,5 milliards de dollars pour contribuer à la diminution du nombre des populations affectées par la famine et la malnutrition et évaluées à 925 millions en 2007. Si des efforts financiers ne sont déployés, averti Jacques Diouf, Directeur général de la FAO en juin dernier, d'autres crises alimentaires plus aiguës que celle de 2007 surgiront à l'avenir et seront à l'origine de troubles sociaux et politiques dont les conséquences seront désastreuses pour le monde entier, a-t-il insisté. Pour ce faire, M. Diouf a préconisé plusieurs mesures urgentes dont tout particulièrement un meilleur investissement dans le secteur agricole dans les pays en développement, un soutien plus tangible aux agricultures vivrières et un nouveau cadre plus juste en ce qui concerne les échanges commerciaux agricoles. Pour mieux exprimer les difficultés des petits producteurs du Sud, Jacques Diouf rappelle souvent que les agriculteurs des pays de l'OCDE perçoivent annuellement environ 376 milliards de dollars d'aide. En revanche, les petits producteurs agricoles des pays du Sud sont les premières victimes de la famine et de la malnutrition.

## **Tunisie – 14 janvier 2009**

### ***Les consommateurs de lait sont de plus en plus sensibles aux marques privilégiant la qualité***

En Tunisie, les consommateurs de lait n'hésitent plus à se déplacer en dehors des zones où ils habitent pour rechercher les marques qu'ils préfèrent et dont les fabricants sont désormais tenus par un cahier des charges très contraignant en matière de qualité. De tels déplacements coïncident souvent avec la période où la production baisse, c'est-à-dire celle de basse lactation qui se situe entre le mois d'octobre et la fin de décembre de chaque année (la période de haute lactation quant à elle, s'étend en général de janvier jusqu'à la fin de l'été). Pour pallier les carences, les pouvoirs publics s'efforcent justement au cours de cette période de constituer un stock régulateur évalué à 15 millions de litres, ce qui permet de satisfaire les besoins nationaux pendant 15 jours. Certains consommateurs aisés pensent qu'il est tout à fait logique de recourir aux importations notamment au cours du Ramadan, un mois où la demande connaît des pics. Mais les autorités sont convaincues désormais que les éleveurs et les opérateurs chargés du conditionnement, de la transformation et de la distribution des produits laitiers sont à même de relever ce défi après avoir obtenu la confiance des consommateurs. Pour les aider à augmenter la production et à améliorer davantage la qualité, il a été décidé de revoir à la hausse le prix du lait frais à la production réservé aux centres de collecte et unités de transformation. Depuis en effet le 16 novembre 2008, le litre de lait frais est acheté aux producteurs à 550 millimes au minimum au lieu de 500. Cette mesure et d'autres qui vont être prises au cours de 2009 pourront stabiliser la production annuelle autour de 400 millions de litres, ce qui permettra de satisfaire la demande et de dégager un excédent.

## **Europe – 15 janvier 2009**

### ***Les eurodéputés interdisent l'usage d'une vingtaine de pesticides***

Les parlementaires européens ont validé massivement le 13 janvier 2009 le principe d'interdiction d'une vingtaine de pesticides parmi les plus dangereux utilisés dans la fabrication d'herbicides, de fongicides et d'insecticides. Plusieurs de ces produits sont fabriqués par l'industrie chimique allemande. C'est par exemple le cas de l'Amitrole, du Tepraloxymid, de l'Epoxiconazole, du Metconazole, du Tebuconazole et du Thiachloprid. En outre, les eurodéputés ont décidé la non renouvellement des autorisations concernant l'usage de quelque 22 substances cancérigènes toxiques pour la reproduction ou avec des effets perturbateurs sur le système endocrinien, sauf exceptions au, cas par cas, en l'absence de produits alternatifs. La nouvelle législation qui est le produit d'un compromis avec les gouvernements des 27 pays membres de l'Union européenne ouvre de vraies perspectives devant la diminution de l'usage des pesticides à des fins agricoles. En France, première utilisatrice de pesticides en Europe, Michel Barnier, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche a présenté au mois de septembre 2008, dans le cadre de l'application des conclusions du Grenelle de l'Environnement, un plan ambitieux selon lequel l'usage de ces produits pourrait diminuer de moitié d'ici 2018.

## **Turquie - 15 janvier 2009**

### ***Carrefour étend son implantation en Turquie***

La ville de Tekirdag, au nord ouest du pays, a désormais un nouveau magasin : Carrefour vient d'ouvrir son 22e hypermarché en Turquie. D'une surface de plus de 5000m<sup>2</sup>, cet hypermarché emploie 170 personnes. Positionné depuis 1993 en Turquie, le groupe Carrefour entend bien étendre son implantation et profiter des opportunités d'expansion qu'offre le pays: forte croissance du PIB, augmentation de la consommation des ménages, développement de nouvelles pratiques alimentaires. De même qu'en Pologne, au Brésil ou en Chine, Carrefour accélère l'ouverture de nouveaux magasins et privilégie son implantation dans des marchés émergents. Grâce à la réalisation d'une joint venture, nommée CarrefourSA, avec le Groupe Sabanci (qui détient 40 % de sa filiale locale), le groupe français est désormais le leader de la grande distribution en Turquie et le plus gros employeur français dans le pays (CarrefourSA possède 470 magasins et emploie 7500 personnes). Son chiffre d'affaires s'élevait à 1,3 milliards d'euros en 2007, et les investissements de CarrefourSA en Turquie ont atteint 60 millions de dollars pour l'année 2008, permettant l'ouverture de 38 nouveaux magasins.

## **Pêche - 15 janvier 2009**

### ***L'Algérie et l'Égypte renforcent leur coopération scientifique et technique***

Au terme de la 7e session de la commission sectorielle mixte algéro-égyptienne sur la pêche et l'aquaculture, qui s'est tenue au Caire en décembre 2008, les deux pays ont adopté un mémorandum visant au renforcement de la coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, à l'encouragement de la concertation et aux échanges scientifiques et techniques ainsi qu'au développement de programmes de coopération. De plus, ce mémorandum prévoit la création d'un comité technique commun de coopération dont le rôle sera d'élaborer des programmes visant à la valorisation des ressources halieutiques, l'encouragement des exportations, et à l'échange d'expériences. C'est dans un contexte d'insécurité alimentaire dans ces deux pays que l'Égypte et l'Algérie ont jugé cette collaboration nécessaire. En effet, pour répondre au défi alimentaire, les deux pays désirent développer l'aquaculture en eau douce ainsi qu'en eau de mer. Aussi, l'Égypte et l'Algérie pourraient-elles échanger leur expérience en matière de production d'aliments pour poissons et en matière d'aquaculture. Il convient de rappeler que l'Égypte a connu la plus forte expansion en matière de production aquacole ces dernières années. Aussi, l'aquaculture représente, dans ce pays, environ 60 % de la production totale de poissons, alors qu'en Algérie, l'aquaculture ne joue encore qu'un rôle assez faible dû à l'importance des pêches de capture et au manque d'investissement dans l'aquaculture.

## **Maroc - 15 janvier 2009**

### ***Recadrage du programme de lutte contre la désertification et la pauvreté pour les oasis du Tafilalet***

Une nouvelle étape s'ouvre pour le Programme de lutte contre la désertification et la pauvreté par la sauvegarde et la valorisation des oasis du Tafilalet (sud-ouest). Ce programme, lancé en 2007, vise à la protection des palmeraies marocaines qui ont connu une forte dégradation ces dix dernières années (transformations socio-économiques, maladies, mais surtout accroissement des modes d'exploitation de la ressource hydrique). Il convient de rappeler qu'au Maroc près de deux millions de personnes vivent dans les oasis et qu'aujourd'hui il reste 4 millions de palmiers dattiers (contre 15 millions au siècle dernier) dont 30 % environ ne produisent plus. L'aspect social, écologique, et économique joue un rôle majeur pour la région et la dégradation des conditions d'exploitation des oasis a entraîné une baisse de revenus d'une partie de la population. Compte tenu de la situation préoccupante des oasis, la nouvelle réorientation du programme s'est imposée comme une nécessité et devrait couvrir l'ensemble des communes oasiennes à savoir au moins 24 dans la région d'Errachidia. Aussi, dans le cadre du processus de décentralisation engagé par le gouvernement marocain, les communes et les populations locales devraient-elles être plus impliquées, les communes devenant ainsi acteurs du développement territorial. L'enjeu du programme est important : restaurer l'agro-système oasien, à travers le maintien d'un système d'exploitation viable et écologique afin d'éviter la paupérisation d'une partie de la population.

## **Maroc - 15 janvier 2009**

### ***Le « Plan Maroc Vert » se régionalise avec la revalorisation de l'espace agricole rural de Casablanca***

Dans le cadre du « Plan Maroc Vert », lancé en avril 2008, la région du Grand Casablanca fait l'objet d'un plan agricole régional qui vise la mise à niveau de l'agriculture et la promotion de l'industrie agroalimentaire. Selon le ministère marocain de l'Agriculture, la région de Casablanca présente d'importantes potentialités agricoles qu'il s'agit de développer. Aussi, le « Plan Maroc Vert » devrait consacrer un budget de 2 milliards de DH (180 millions d'euros environ) pour la réalisation de 35 projets visant à la valorisation des points forts de la région : richesse des ressources naturelles (114 000 hectares de terres agricoles), hydrauliques et humaines, un climat favorable, d'importantes infrastructures, une chaîne logistique performante et de nombreuses unités agroalimentaires. L'installation d'une industrie agroalimentaire de plus grande ampleur dans

la région de Casablanca permettrait de répondre aux besoins internes mais également de rendre les produits marocains plus compétitifs sur le marché international. De plus, ce plan régional est basé sur une approche de lutte contre la pauvreté, et pourrait permettre la création de 1,5 millions d'emplois et ainsi améliorer les revenus d'environ 3 millions de personnes en milieu rural. Selon le ministère de l'Agriculture, la mise en œuvre de projets agricoles régionaux constitue une étape importante dans la mise en place du « Plan Maroc Vert », dont l'objectif principal est la mise à niveau de l'agriculture marocaine et sa compétitivité grandissante sur le plan international.

### **Italie - 15 janvier 2009**

#### **« Slow Food » défend l'utilisation des fibres naturelles dans le textile**

L'association « Slow Food » ne se bat plus seulement pour la qualité de l'alimentation mais s'attaque également au secteur textile en dénonçant l'utilisation de fibres non naturelles. Carlo Petrini, président de l'association, estime que « s'habiller est un acte agricole comme manger est un acte agricole ». Créée en 1989, cette association se bat contre la disparition des pratiques gastronomiques locales, contre l'uniformisation, et à travers le forum terra Madre, fondé en 2004, s'attache à construire un réseau d'échanges entre producteurs, agriculteurs, cuisiniers et chercheurs. Le projet « Fibres naturelles » reflète la volonté de l'association d'étendre sa philosophie à un autre secteur et de promouvoir une approche différente de la qualité dans les industries du textile et de l'habillement. Aussi, l'association appelle-t-elle à la création d'une nouvelle mode durable contre la mode éphémère actuelle, et a d'ores et déjà réussi à convaincre certains acteurs du monde de la mode tel que le groupe italien Ermenegildo Zegna, l'un des plus importants acheteurs de laine et de soie. Cette initiative n'est pas isolée et à un niveau plus global, les Nations Unies ont déclaré 2009, année internationale des fibres naturelles. La FAO, à l'origine de l'initiative, s'attache ainsi à mettre en avant l'efficacité et la durabilité de ces fibres ainsi que de mettre en place un partenariat international entre les différentes industries du secteur.

### **Union européenne - 19 janvier 2009**

#### **La Commission européenne soutient le secteur du lait**

Les prix du lait et des produits laitiers ont connu, ces derniers mois, une chute importante de près de 50 %, entraînant une situation de quasi faillite pour de nombreux producteurs de lait. Alors que les aides à l'exportation avaient été supprimées en juin 2007 en raison des prix élevés sur les marchés mondiaux, la Commission européenne a décidé d'apporter son soutien aux producteurs de lait, en s'engageant à réintroduire des restitutions à l'exportation pour le beurre, le fromage, ainsi que le lait entier et écrémé en poudre. La différence entre les prix fixés au niveau européen et ceux en cours sur les marchés mondiaux sera donc reversée par l'UE aux exploitants. L'aide de la Commission européenne aux producteurs de lait va encore plus loin, puisque l'institution a décidé de soutenir les prix par des mécanismes d'intervention et s'engage à acheter des quantités plus importantes de lait demi-écrémé et de beurre pour aider les producteurs à écouler leurs stocks. La décision de l'Union européenne de soutenir les prix du lait pourrait déplaire à certains partenaires mondiaux, allant à l'encontre de la décision, en vertu des règles de l'OMC, d'abolir toutes les aides à l'exportation dans ce secteur d'ici 2013.

## **Italie - 19 janvier 2009**

### ***La sécurité alimentaire : objectif prioritaire de la coopération italienne***

Avec l'octroi de 10 millions d'euros pour le financement de programmes de développement agricole et rural et d'amélioration de sécurité alimentaire, l'Italie se confirme comme l'un des principaux donateurs de la FAO. Le pays semble vouloir faire de la lutte contre l'insécurité alimentaire une de ses priorités, avec un accent particulier sur l'Afrique, notamment dans le cadre de sa présidence du G8 en 2009. La rencontre du G8 se tiendra du 8 au 10 juillet 2009 en Sardaigne et pourrait mettre à l'ordre du jour, parmi d'autres dossiers stratégiques, celui de la sécurité alimentaire mondiale. L'Italie avait promis en 2002, lors du sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après, de verser 100 millions d'euros, dont 87 millions ont déjà été octroyés aujourd'hui. Lors de ce sommet, le Fonds fiduciaire pour la sécurité alimentaire avait été lancé et l'Italie a été un des premiers pays à apporter sa contribution. Les financements italiens ont permis la mise en œuvre de 29 projets de développement rural dans 41 pays, et de financer des projets de développement agricole et rural dans des régions vulnérables et touchées par l'insécurité alimentaire.

## **Vins - 19 janvier 2009**

### ***La consommation mondiale de vins continue de progresser***

Une étude sur l'évolution de la consommation mondiale de vins à l'horizon 2012, vient d'être réalisée pour Vinexpo, salon du vin et des spiritueux qui se tiendra du 21 au 25 juin 2009 à Bordeaux. Selon cette étude, réalisée en partenariat avec le cabinet britannique IWSR, malgré les incertitudes de l'année 2009, la crise économique et financière ne devrait avoir qu'une influence limitée sur le secteur des vins et spiritueux. En effet, grâce à la progression de la demande en Russie et en Chine (respectivement de +24,4 % et de +36,6 %), la consommation mondiale de vins devrait connaître une hausse de 6 % pour la période 2008-2012 (hausse similaire à celle de la période 2003-2007). Ces deux pays devraient consommer chacun, à l'horizon 2012, plus de vin que l'Espagne. Quant aux Etats-Unis, ils devraient prendre la place de l'Italie et devenir le premier consommateur mondial. La progression concerne aussi la production de vins qui pourrait atteindre plus de 36 milliards de bouteilles. Cette étude concerne aussi le cas de la France, qui a perdu en 2007 sa place de premier consommateur de vins, et fait état du ralentissement de la baisse de la consommation. Sur la période 2003-2007, cette diminution était de 7,5 % alors qu'elle ne devrait plus être que de 2,18 % jusqu'en 2012. Ce ralentissement de la baisse de consommation en France, concerne essentiellement les vins AOC, de table et de pays. Le champagne et le vin rosé ont aussi du succès et connaissent une augmentation de leur consommation, qui devrait se confirmer dans les quatre ans à venir.

## **Maroc - 20 janvier 2009**

### ***Un nouveau projet de loi pour protéger les produits du terroir***

La journée nationale des produits du terroir, organisée par le Ministère marocain de l'Agriculture et de la Pêche en partenariat avec le conseil de la région du sud Maroc et la société de développement agricole (SODEA), a été l'occasion de présenter le projet de loi, récemment approuvé, sur les signes distinctifs d'origine et de qualité des produits agricoles et halieutiques. Celui-ci s'inscrit dans la stratégie de promotion d'une agriculture solidaire et de valorisation des produits agricoles, lancée par le Ministère marocain. En effet, la protection des produits du terroir ainsi que la protection du consommateur semblent faire partie des priorités du gouvernement dans le cadre de sa politique nationale de développement rural et de promotion d'une agriculture durable et solidaire. Aussi, selon ce projet de loi, un système de reconnaissance de l'origine et de la qualité des produits ainsi que leur certification (indication géographique, appellation d'origine ou label agricole) seront-ils mis en place. L'utilisation des indications géographiques, permettant la protection des produits du terroir marocain (huile d'argan, safran, huile d'olive, plantes aromatiques, etc.), pourrait avoir une influence positive sur le développement régional du pays. Le Ministère de l'Agriculture et de la pêche considère que cette filière est prometteuse et sa promotion permettrait la conquête de nouveaux marchés.

### **Espagne – 20 janvier 2009**

#### ***Une campagne de recrutement de 16000 ouvrières marocaines pour récolter en Espagne des fraises et des agrumes.***

16 000 ouvrières marocaines issues du milieu rural seront engagées par des employeurs opérant en Andalousie à partir de la mi-février 2009. Elles se chargeront des récoltes saisonnières de fraises et d'agrumes dans le cadre d'un contrat de trois mois. Pour les recruter, une campagne a été lancée par les employeurs espagnols en collaboration étroite avec les autorités marocaines, via l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC). L'opération menée au cours de la période allant du 9 au 18 janvier 2009 s'est faite sur cinq sites répartis sur l'ensemble du territoire marocain (Mohammadia, Marrakech, Fès, Agadir et Dakhla). « La connaissance de l'espagnol n'est pas indispensable dans le choix des candidatures », a affirmé à l'Agence France Presse, Abdelhalim Fatihi, responsable national de l'ANAPEC. Il leur est demandé, en revanche, a-t-il indiqué, de bien connaître le monde rural, d'y avoir exercé une activité, d'être âgées de 18 à 45 ans et d'avoir des enfants à charge.

### **France - 21 janvier 2009**

#### ***Bien nourrir l'humanité de manière durable, thème central de la 46ème édition du Salon international de l'Agriculture à Paris***

Le prochain salon international de l'Agriculture qui se tient annuellement à Paris aura lieu du 21 février au 1er mars 2009. Cette 46ème édition sera consacrée aux moyens de nourrir quantitativement et qualitativement l'humanité de manière durable. C'est ce que vient de déclarer Jean-Luc Poulain, Président de cette manifestation qui devrait accueillir cette année au moins 650 000 visiteurs. Le syndicat des Jeunes Agriculteurs en profitera pour lancer une opération intitulée « Demain, je serai paysan », consacrée à une meilleure mobilisation des jeunes pour s'installer dans les campagnes et exercer des activités liées à l'agriculture et au développement rural durable. Quant au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, il saisira cette occasion pour faire passer plusieurs messages dont notamment ceux qui visent tout particulièrement à investir dans l'éducation à l'alimentation en direction des jeunes, inciter les agriculteurs à diminuer les quantités de pesticides sans pour autant affecter la productivité et à développer l'agriculture biologique. Il ressort de données statistiques fournies par le CIHEAM dans sa lettre de veille n°07, parue en décembre 2008, que les producteurs du bio en France ne disposaient en 2006 que de 3,2 % de la surface agricole et que le nombre d'opérateurs biologiques dans ce pays était de l'ordre de 17 400 contre 18 300 pour l'Espagne, 24 650 pour la Grèce et 51 400 pour l'Italie.

### **Monde arabe - 24 janvier 2009**

#### ***Sécurité alimentaire et lutte contre le réchauffement climatique au centre du dernier sommet arabe économique***

Les problèmes liés à la sécurité alimentaire et au développement rural durable dans le Monde arabe ont été au centre des sujets débattus lors du dernier sommet économique arabe tenu au Koweït, les 19 et 20 janvier 2009. A propos des constats dressés à ce sujet, l'accent a été mis tout particulièrement sur la faiblesse des échanges et des investissements inter-arabes et sur la déficience des infrastructures, mais aussi sur l'illettrisme, l'absence de modules d'enseignements à forte valeur ajoutée, le déficit hydrique et alimentaire, la dégradation des sols, l'exploitation abusive des ressources naturelles et l'absence de système de prévention et d'une vision prospective concernant la lutte contre les changements climatiques.

Parmi les orientations et les recommandations retenues dans la déclaration finale du sommet, il faut noter celles qui visent à augmenter la production agricole et à améliorer la qualité des produits, et ce, notamment à travers la formation professionnelle et technique et l'augmentation sensible des investissements publics mais surtout privés dans le secteur agricole. Les dirigeants arabes ont insisté également à cet effet sur la nécessité de recourir aux systèmes culturaux économes en eau et à des activités favorisant le développement rural durable. A cet égard, il a été

recommandé d'encourager à tous les échelons les initiatives tendant à faire de l'activité touristique un volet non négligeable des économies rurales et une locomotive pour les projets de développement social, économique et environnemental. Face à la complexité du phénomène des changements climatiques, la déclaration recommande de mieux investir dans la recherche scientifique et de créer de vraies synergies entre les institutions nationales, régionales et internationales travaillant sur ces thématiques.

### **Europe - 26 janvier 2009**

#### ***Etat des lieux des maladies infectieuses transmissibles de l'animal à l'homme***

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et le centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC) viennent de publier leur rapport annuel communautaire sur les zoonoses pour 2007. Ce rapport fait état de la fréquence des maladies infectieuses transmissibles de l'animal à l'homme et signale l'augmentation des cas d'infection à campylobacter, la stagnation des cas de listériose et la diminution des salmonelloses. Le rapport de l'EFSA-ECDC met donc en avant le fait que bon nombre de bactéries sont encore transmises des animaux à notre alimentation, et la nécessité de prendre des mesures de contrôle tout au long de la chaîne alimentaire, notamment en ce qui concerne la listériose et le campylobacter (dont les cas d'infection ont augmenté de 14,2 % en 2007, dans l'Union européenne). Dans le cas de la bactérie campylobacter, on la retrouve principalement dans la viande de volaille crue (26 % des échantillons analysés étaient contaminés), la Salmonella quant à elle, est présente dans la viande de porc et de volaille. Bien que ces deux bactéries soient facilement tuées par les modes de cuisson classique, le risque d'infection reste présent et certaines zoonoses peuvent être responsables de maladies graves et parfois cause de mortalité, notamment chez les personnes les plus vulnérables comme les personnes âgées. L'EFSA et l'ECDC travaillent en collaboration pour mieux comprendre les modes de transmissions des infections dans notre alimentation et trouver des mesures de prévention afin de réduire le nombre de cas de maladies et de décès dans l'UE.

### **Espagne - 26 janvier 2009**

#### ***Rendez-vous biennuel des professionnels du vin et de l'huile à Saragosse***

Saragosse accueillera du 10 au 13 février 2009, les plus grands salons des secteurs du vin et de l'huile, à l'occasion de leur rendez-vous biennuel. Du côté du secteur viticole, se tiendra le 17ème salon international des machines et équipement pour les caves et la mise en bouteille (ENOMAQ), ainsi que le 6ème salon international des techniques et équipements pour la viticulture (TECNOVID). En ce qui concerne le secteur oléicole, deux événements commerciaux majeurs auront lieu : le salon des machines et équipements pour huileries (OLEOMAQ) ainsi que le salon des techniques et équipements pour l'oléiculture (OLEOTEC). Ces quatre rendez-vous constituent un événement commercial incontournable des secteurs du vin et de l'huile, lieu d'échanges, de démonstration des innovations en termes de machines et de techniques de production. De plus, l'objectif de ces salons est d'utiliser au maximum les similitudes entre les procédés techniques et les équipements utilisés pour la production du vin et de l'huile que ce soit pour la culture, le processus d'élaboration ou encore la mise en bouteille. La foire de Saragosse est donc l'occasion de créer de nouvelles relations commerciales et de progrès technologiques entre les deux secteurs, économiquement très importants pour l'Espagne notamment.

## **France - 26 Janvier 2009**

### ***La forêt du massif des landes en France très affectée par le tempête Klaus***

La tempête Klaus qui a secoué plusieurs pays de la Méditerranée du Nord, les 24 et 25 janvier 2009, a causé la mort d'au moins 25 personnes dont 12 en Espagne, 8 en France et 4 en Italie. Les dégâts matériels provoqués par cette catastrophe naturelle sans précédent sont évalués à plusieurs dizaines de milliards d'euros. En Espagne, la tempête a été à l'origine de feux de forêts ayant détruit environ 1100 hectares. Mais c'est surtout en France que les conséquences de la catastrophe seront lourdes sur les ressources forestières de Sud-Ouest du pays, selon les constats dressés. Le massif des Landes qui s'étend sur un million d'hectares et qui compte parmi les plus grands massifs forestiers français a été en effet très affecté. Le syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest estime que la tempête a ravagé 60 % des forêts situées dans le sud de la Gironde et des Landes.

Compte tenu de la violence de la tempête et des ravages qu'elle a causés, Michel Barnier, Ministre français de l'Agriculture et de la Pêche a indiqué, le 25 Janvier 2009, qu'il proposerait la mise en oeuvre d'un « plan global » en faveur des forêts. Dans un communiqué publié le même jour, son ministère a précisé que ce plan devrait permettre « d'assurer la récupération des bois abattus, le stockage et la valorisation de ces bois et d'organiser la reconstruction du patrimoine forestier ». Selon Météo France, la tempête a frappé plus fort en intensité que celle ayant secoué le Nord et l'Ouest du pays, les 26 et 27 décembre 1999, et causé la mort de 92 personnes. Les climatologues pensent quant à eux que de telles catastrophes pourraient survenir fréquemment à l'avenir dans la région du Sud de l'Europe, conformément aux prévisions du GIEC (Groupe d'Experts International sur l'Evolution du Climat) créé en 1988 pour « évaluer l'information scientifique, technique et socio-économique pertinente afin de comprendre le risque du changement climatique d'origine humaine ».

## **Italie - 29 janvier 2009**

### ***Débat autour du « foodmiles » pour améliorer le bilan environnemental***

L'Italie semble voir dans le « foodmiles », concept selon lequel plus un aliment voyage plus il est défavorable à l'environnement, un moyen intéressant d'améliorer le bilan environnemental de l'agroalimentaire. C'est donc en s'inspirant de cette logique que l'un des trois grands syndicats agricoles italiens, la Coldiretti, s'attache à promouvoir les filières courtes et le principe de « l'alimentation au kilomètre zéro ». L'organisation syndicale considère que si certains aliments très pollués (vins australiens ou viande argentine par exemple) ne sont plus consommés et que si le choix de consommer local est fait, alors une famille pourrait réduire ses émissions de Gaz à effet de serre de 2 tonnes de CO<sup>2</sup> par an. Son action de sensibilisation du public et d'influence des politiques régionales semble porter ses fruits. En effet, trois régions italiennes, soutenues par la Coldiretti, la Vénétie, la Calabre et les Pouilles, ont réussi à faire adopter des lois régionales, qui devraient entrer en application courant 2009, visant à soutenir les filières courtes et les productions régionales. A titre d'exemple, ces lois prévoient la réserve d'espaces dédiés à la vente directe de produits régionaux sur les marchés et grandes surfaces, ou encore, le soutien aux restaurateurs qui s'approvisionnent localement. Le bilan environnemental ne semble plus être le seul argument des défenseurs du « foodmiles », et la crise économique joue aussi un rôle dans le succès de cette logique. L'argument environnemental s'accompagne alors de celui de l'avantage économique que représentent les circuits courts, outils potentiels de soutien aux producteurs locaux.

## **Monde - 29 janvier 2009**

### **« Alliance globale » pour l'agriculture et l'alimentation**

Les 26 et 27 janvier 2009, s'est tenu à Madrid, à l'invitation des autorités espagnoles, une réunion de haut niveau, organisée sous l'égide du Secrétaire Général des Nations Unies, sur la sécurité alimentaire. La réunion « sécurité alimentaire pour tous », fait suite aux débats de la FAO à Rome en juin 2008 et à la décision de lancer un « partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation » visant à atteindre une meilleure cohérence des politiques au niveau mondial. Le processus officiel de construction de ce partenariat fut donc au cœur des discussions à Madrid, et la centaine de pays participants s'est engagée, à travers la signature de la « déclaration de Madrid », à œuvrer pour l'établissement de cette « alliance globale pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition ». Si la réunion de Madrid a permis une avancée sur l'idée d'alliance globale entre pays ainsi que la promesse faite par l'Espagne de verser 1 milliard d'euros sur cinq ans pour aider les pays les plus vulnérables, il semblerait que la formulation d'annonces concrètes pour réduire la faim dans le monde demeure encore assez limitée. En effet, beaucoup regrettent que les actions des pays membres de la FAO ne soient pas à la hauteur de la situation d'urgence et que les engagements financiers pris au sommet de Rome n'aient pas été respectés (sur les 22 milliards de dollars promis, seuls 2,3 auraient été effectivement décaissés, sous forme d'aide d'urgence essentiellement). Selon les experts, il faudrait entre 25 et 40 milliards de dollars par an pour que la sécurité alimentaire soit assurée. C'est ce que l'organisation non-gouvernementale Oxfam et le centre britannique d'études stratégiques Chatham House ont tenté de mettre en avant à travers la publication récente de deux nouveaux rapports (« un milliard de personnes ont faim » préparé par Oxfam et « nourrir les 9 milliards » réalisé par Chatham House). En effet, ces parties de la société civile ont souligné le fait que les menaces pour la sécurité alimentaire mondiale sont toujours présentes, malgré la récente baisse des prix alimentaires, et que d'ici 2050 ce seront 40 à 170 millions de personnes supplémentaires qui souffriront de la faim, notamment à cause des changements climatiques. La crise qui secoue les économies mondiales, à l'heure actuelle, a certes contribué à la diminution des prix de certains produits agricoles tel que celui du maïs, lequel a chuté l'année dernière d'environ 30 %. Or, la baisse des prix de ce produit sur le marché international ne s'est répercutée que de 1 % seulement auprès, par exemple, des consommateurs de l'Afrique. D'autres constats, non moins inquiétants à ce propos, ont été dressés lors du sommet de Madrid : le rétrécissement du crédit à cause de la crise économique et financière affecte lourdement, en effet, les investissements dans le secteur agricole. Par ailleurs, la plupart des facteurs ayant contribué à la volatilité et puis à l'envolée des matières premières agricoles en 2007 sont toujours valables (croissance démographique, utilisation soutenue d'une partie des terres agricoles pour fabriquer des biocarburants, aléas climatiques,...). De plus, le manque de coordination internationale en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité alimentaire a été mise en avant. Le projet d' « alliance globale », en entraînant une coordination permanente et organisée des projets et actions agricoles relatifs à la sécurité alimentaire de tous les acteurs de développement à l'échelle internationale, régionale, nationale et locale, en impliquant de manière plus sérieuse les représentants de la société civile à la prise de décisions et au suivi, et en mobilisant des ressources financières plus importantes, pourraient y remédier. Comme cela a été souligné lors de la rencontre du 28 janvier, du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables (CSAAD, placée sous la tutelle du Ministère français de l'agriculture et de la pêche) sur les réponses à formuler face à la crise alimentaire, les mesures concertées et de long terme font encore défaut et c'est pour cette raison que la communauté internationale doit s'organiser pour une meilleure gouvernance en faveur de la sécurité alimentaire mondiale. Différentes actions, telles que la mise en place de la Task-Force des Nations Unies en avril 2008 ou, la promotion de l'idée d'un Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (promu par la France initialement), s'inscrivent donc dans cet objectif stratégique. Enfin, il faut souligner que l'Italie a décidé d'organiser un grand G8 dédié à l'agriculture et à la production agricole du 18 au 20 avril 2009. La rencontre se tiendra dans la région de Trévise (nord de l'Italie), avec la participation des ministres de l'Agriculture du G8 (Etats-Unis, Russie, Allemagne, Japon, France, Canada, Grande-Bretagne et Italie), ceux du G5 (Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud) ainsi que de l'Egypte. Prendront part également le ministre tchèque, dont le pays assure la présidence de l'Union européenne, la commissaire européenne à l'Agriculture Marianne Fischer Boel, ainsi que les responsables d'agences onusiennes (FAO et PAM) et de la Banque Mondiale.

## **Egypte – 30 janvier 2009**

### ***Le riz égyptien, prisé par les consommateurs arabes et méditerranéens***

Le riz égyptien se porte bien dans les assiettes d'un grand nombre de consommateurs arabes et méditerranéens. C'est ce que révèle un rapport qui vient d'être publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sur les échanges commerciaux portant sur ce produit, au cours de l'année 2008. Il en ressort d'ailleurs que le volume des quantités exportées de par le monde a atteint 29,9 millions de tonnes (soit moins de 1,1 millions de tonnes que les estimations établies en 2007). Cela s'explique surtout, à en croire les auteurs du rapport, par le ralentissement volontaire des exportations de plusieurs pays dont l'Égypte, de peur de manquer de riz pour répondre aux besoins des populations locales et pour anticiper une nouvelle flambée des prix des matières premières agricoles. Le rapport rappelle que les prix du riz ont augmenté sur le marché international d'au moins 20 % au cours de 2007, mais il recommande aux pays producteurs de ne pas céder à la panique pour atténuer la volatilité des prix.

Quoi qu'il en soit, le riz égyptien est prisé par les consommateurs, et notamment par les syriens. Le rapport indique, en effet, que la Syrie occupe la première place dans la liste des pays auxquels l'Égypte exporte ce produit (19,3 % des exportations enregistrées en 2008 contre 14 % pour la Libye, 7 % pour la Jordanie, 5 % pour l'Arabie Saoudite et 4 % pour les Emirats-Arabes Unis). Le riz égyptien s'exporte bien également en Turquie, indique le rapport qui estime que les rendements égyptiens sont désormais parmi les meilleurs au monde. Il faut noter en conclusion que l'Égypte propose, de plus en plus, à d'autres pays africains producteurs de riz une aide technique appropriée. Les résultats enregistrés à cet effet sont très encourageants

## **Grèce – 30 janvier 2009**

### ***Sotiris Hatzigakis, nouveau Ministre grec du développement agricole et des aliments***

Dans le cadre du dernier remaniement ministériel survenu en Grèce, M. Sotiris Hatzigakis a été nommé le 8 janvier 2009 Ministre du développement agricole et des aliments, après avoir été Ministre de la Justice depuis 19 septembre 2007. Il avait occupé auparavant les postes de Ministre du Travail et Ministre adjoint de l'Economie (du 2 juillet au 22 octobre 1989), Ministre adjoint au Commerce (du 11 avril 1990 au 7 août 1991), Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie nationale (du 8 août 1991 au 6 août 1992) et Ministre de l'Agriculture (du 7 août au 2 décembre 1992). Né le 15 septembre 1944 à Trikala, Sotiris Hatzigakis est diplômé de l'Université d'Athènes (Faculté de Droit et Faculté d'Economie). Il a entrepris des études post-universitaires en sciences politiques et sociales en France et en Grande-Bretagne. Parfaitement anglophone et francophone, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, études, analyses et articles portant principalement sur l'économie, la politique et la société. Membre de la Nouvelle Démocratie, M. Hatzigakis est député de la circonscription de Trikala depuis son adhésion à ce parti en 1974. Il a été élu en 2004 en tant que Vice-Président du Parlement.

Le premier dossier majeur qu'il tente de régler depuis sa nomination est celui du mouvement conduit par les représentants des agriculteurs. En effet, ces derniers bloquent les axes routiers dans le centre et le nord de la Grèce pour protester contre les prix fixés par la Commission européenne à leurs produits et qu'ils jugent trop bas, notamment ceux des céréales, du maïs, du coton, du riz et de l'huile d'olive. Les éleveurs du centre de la Macédoine se sont d'ailleurs joints au mouvement et réclament eux aussi de meilleurs prix pour les ovins, les caprins et les bovins ainsi qu'une prime de sécheresse. Le Ministre leur a proposé une série de mesures chiffrées à 500 millions d'euros qu'ils ont jugés trop insuffisants pour satisfaire à leurs revendications. Toutefois, les discussions continuent entre les deux parties pour essayer de trouver rapidement une issue au problème.

**Maroc – 4 février 2009**

***Des dizaines de milliers d'hectares submergés par les pluies dans la plaine marocaine du Gharb***

Huit personnes au moins ont trouvé la mort au Maroc à cause des précipitations qui se sont abattues sur le Nord et le Sud du pays, selon une estimation donnée par les autorités marocaines, mardi dernier. Si ces fortes pluies n'ont pas fait de victimes dans la plaine du Gharb, elles ont en revanche fortement endommagé les cultures de blé, de fourrage et de légumes semées sur 56 000 hectares. Cette plaine dont la superficie cultivée s'étend sur 380 000 hectares est considérée comme le grenier du Maroc. La région a reçu depuis le mois d'octobre dernier environ 600 mm de pluies contre seulement la moitié au cours de la même période, et ce tout au long des trois dernières décennies. Du coup, les eaux pluviales déversées dans les oueds qui la traversent et celles tombées dans la plaine ont provoqué des inondations ayant complètement ravagé les cultures à certains endroits. D'après le Ministère de l'Intérieur, l'étendue des superficies cultivées submergées pourrait s'agrandir si le mauvais temps devait durer encore quelques jours. En dépit des dégâts causés, plusieurs producteurs de la plaine du Gharb espèrent pouvoir compter sur ces pluies pour bien démarrer les cultures de printemps, d'autant que les trois barrages de la région sont déjà remplis. Il s'agit de ceux d'Al Kansara, d'Idriss Ier et d'Al Ouahda.

**Europe – 5 février 2009**

***La Commission examine l'aide d'urgence promise par la Grèce à ses agriculteurs et critique les subventions agricoles américaines***

Sotiris Hatzigakis, Ministre grec du Développement agricole et des Aliments, s'est entretenu le 5 février 2009 à Bruxelles avec Mme Mariann Fischer-Boel, Commissaire européenne à l'Agriculture et au développement rural, à propos de l'aide d'urgence de quelque 500 millions d'euros que le Gouvernement grec avait promis d'accorder à ses agriculteurs. Un porte-parole de la Commission a déclaré à l'issue de l'entretien que l'exécutif européen allait examiner les mesures prises par les autorités grecques « conformément aux procédures normales de l'Union européenne ». Celles-ci encadrent, en effet, strictement les versements des aides publiques afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les pays. Pour sa part, le Ministre grec a déclaré avoir informé la Commission « des dommages subis par la production agricole en 2008 ainsi que de la légitimité de nos actions ». Il faisait allusion aux revendications des agriculteurs grecs qui ont été lourdement pénalisés l'année dernière à cause de la baisse des prix de leurs denrées.

Par ailleurs, la Commission européenne vient de critiquer de nouveau les subventions agricoles américaines. Selon une récente étude publiée par l'exécutif européen, les crédits du budget agricole pluriannuel des Etats-Unis votés au mois de mai 2008 par le Congrès américain renforcent, contrairement aux déclarations des responsables américains, la part des subventions directes et indirectes et compliquent ainsi les négociations multilatérales du Cycle de Doha toujours en difficulté à cause, entre autres, du problème des subventions agricoles accordées aux producteurs dans la plupart des pays du Nord. A rappeler que le montant du « Farm Bill » voté l'année dernière est de 290 milliards de dollars et que la Commission pointe surtout dans le nouveau dispositif américain l'« Average Crop Protection Scheme (ACRE) » un nouveau mécanisme de soutien des prix dans le secteur céréalier.

## **Alimentation – 5 février 2009**

### ***L'étiquetage de l'huile d'olive vierge obligatoire en Europe à partir de juillet 2009***

Une nouvelle législation européenne entrera en vigueur le 1er juillet 2009 concernant l'étiquetage de l'huile d'olive vierge. Les experts des Etats membres de l'Union européenne viennent de prendre une décision pour rendre cette opération obligatoire. La législation en cours, qui date de 2002, rend facultatif cet étiquetage. Michael Mann, Porte-parole de la Commissaire à l'Agriculture a reconnu d'ailleurs que Bruxelles avait tort en engageant il y a un an une procédure d'infraction contre l'Italie qui obligeait les producteurs italiens à préciser la provenance des olives et le lieu de production de l'huile pour lutter contre les fraudes. La Commission trouvait que la décision italienne constituait une discrimination pour les producteurs des autres pays.

Mais les contrôles effectués par les experts nationaux ainsi que par ceux de la Commission européenne ont conclu récemment que les fraudes étaient toujours de mise. Pour y mettre fin et pour rassurer le consommateur, les bouteilles d'huile d'olive vierge et extra vierge vendues sur le marché européen devront donc, à partir de juillet prochain, mentionner le pays d'origine de l'huile. S'agissant des huiles mélangées, il faudra indiquer sur les bouteilles si celles-ci proviennent de l'Union européenne ou de mélanges « non communautaires » ou des deux. Afin de mieux guider les consommateurs, les producteurs pourront aussi donner des précisions sur le goût de l'huile vierge, en indiquant par exemple s'il est « fruité », « vert », mûr » ou « équilibré ».

## **Développement durable - 13 février 2009**

### ***Un projet commun à quatre pays méditerranéens du Sud pour utiliser durablement les margines et les grignons d'olives***

Un séminaire international s'est tenu à Meknès, au Maroc, au cours de la première semaine de février 2009 sur la valorisation des sous-produits de l'olivier, dans le cadre affichée d'une oléiculture plus durable donc plus respectueuse de l'environnement. Cette manifestation à caractère scientifique et technique a été initiée par les autorités marocaines en collaboration avec le Conseil Oléicole International (COI) et le Fonds Commun International des Produits de Base (FCIPB). De nombreux spécialistes méditerranéens y ont participé. Ils se sont intéressés tout particulièrement aux expériences menées par les pays méditerranéens du Nord en matière d'utilisation des margines et des grignons d'olives pour fertiliser le sol tout en respectant les impératifs environnementaux. Pour rappel, les margines sont des effluents issus de l'extraction de l'huile d'olive. Elles sont constituées par l'eau contenue dans les cellules de la drupe, les eaux de lavage et celles liées au processus de traitement

Les experts du Sud de la Méditerranée en ont profité pour tirer des enseignements qui seraient utiles à la gestion d'un projet commun mis en oeuvre à cet effet entre l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Syrie. En effet, ces quatre pays comptent beaucoup sur les expériences menées depuis 1996 par l'Italie, l'Espagne, la Grèce, Chypre et la France pour se servir des margines et des grignons d'olives comme un moyen rentable, efficace et peu coûteux d'un développement rural durable. Il faut rappeler que dans plusieurs pays méditerranéens du Sud, les quantités de margines éliminées tous les ans par les huileries demeurent très importantes, ce qui cause d'énormes problèmes environnementaux affectant surtout les cours d'eau et les nappes phréatiques.

## **Maroc – 13 février 2009**

### ***L'année agricole serait prometteuse***

Au Maroc, on s'attend à ce que la campagne agricole 2008-2009 soit meilleure que les quatre éditions précédentes. En effet, selon les prévisions du Haut Commissariat au Plan, les résultats escomptés de l'agriculture marocaine devraient cette année contribuer à assurer un taux de croissance de l'économie nationale de l'ordre de 6,7 % contre seulement 5,8 % l'année dernière. Cela est dû à plusieurs facteurs dont la baisse du prix des carburants importés. Mais l'élément d'explication majeur de l'optimisme général affiché par l'ensemble des opérateurs réside dans la nécessité de gérer à bon escient une année pluviométrique exceptionnelle. En témoignent quelques chiffres fournis par la Direction générale de l'Hydraulique et cités par « La nouvelle Tribune » dans son édition du 4 février 2009 : « *Au 23 janvier dernier* », note le quotidien marocain, « *la moyenne pluviométrique nationale se situait à 370 mm, soit deux fois la moyenne normale et quatre fois plus la campagne précédente, ce qui s'est traduit par une grande quantité d'eau ayant été déversée dans les barrages de retenue* ». Le journal tient d'ailleurs à préciser que plusieurs ouvrages de petite taille sont déjà pleins à cause des pluies torrentielles qui se sont abattues sur plusieurs régions du Maroc et qui ont causé malheureusement la mort d'une cinquantaine de personnes.

Tous les experts sont unanimes pour reconnaître que cette embellie pluviométrique devrait permettre au Maroc de récolter autour de 70 millions de quintaux de céréales mais aussi d'amener les autorités marocaines à travailler en profondeur sur un système de prévention des inondations et des phénomènes naturels extrêmes. Le Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement vient d'inscrire ce dossier parmi ses priorités des mois à venir.

## **Alimentation – 16 février 2009**

### ***La France maintient sa position sur le « MON 810 », un maïs génétiquement modifié***

Des experts des pays membres de l'Union européenne se sont réunis lundi 16 février 2009 à Bruxelles afin de voter sur les demandes faites à la Grèce et à la France de lever les causes de sauvegarde que ces deux pays ont activées pour suspendre la culture du « MON 810 », un maïs génétiquement modifié et conçu par la firme américaine Monsanto. La réunion a eu lieu dans un contexte tendu entre les pays européens favorables à la levée de cette interdiction au nom du libre échange et du respect du libre choix des consommateurs européens d'un côté, et de l'autre côté ceux qui s'opposent à une telle décision pour des raisons évoquant le principe de précaution. Pour le moment, les avis sur la question sont partagés. Sept pays dont l'Espagne sont favorables à la levée totale d'interdiction. Douze sont contre, mais ils se sont tenus d'essayer de rallier à leur cause les huit pays qui n'ont pas encore arrêté leur décision. C'est le cas par exemple de l'Italie.

Or, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA) vient d'émettre un avis qui risque de rendre plus difficile cette entreprise et selon lequel il n'y a aucun danger à consommer le « MON 810 » pour la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement français veut défendre sa position en invoquant des considérations environnementales. François Fillon, Premier Ministre français, y a insisté le 12 février 2009 à Bruxelles après un entretien avec José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne. Quant à Chantal Jouanno, nommée récemment Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, elle a été catégorique sur le sujet : « *La France n'a jamais dit qu'il y avait un problème sanitaire. Elle a dit qu'il y avait un problème environnemental, de risque de dissémination, de résistance à des produits ou d'impact sur d'autres espèces* ». Et d'ajouter : « *cela ne change en rien la position de la France : c'est comme si on se basait sur l'avis d'un dentiste pour signer une fracture du bras* ». Cette question complexe reste donc à suivre de près vu les enjeux considérables qui fourmillent autour des cultures OGM.

## **Développement durable – 16 février 2009**

### **Renforcement de la coopération franco-tunisienne dans le domaine du développement rural durable**

La coopération franco-tunisienne portant sur la recherche agronomique et sur le développement rural durable, devrait se renforcer au cours des années à venir, grâce à la volonté des deux pays d'aller de l'avant dans les partenariats autour de l'économie du savoir, aux initiatives inscrites dans les activités de l'Union pour la Méditerranée et aux efforts de la France visant à créer davantage de synergie entre ses différentes institutions dédiées à la recherche agronomique, notamment dans sa dimension touchant à la coopération internationale. Ainsi, l'accord qui a été signé à Tunis, le 9 janvier 2009, entre le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) en France et l'IRESA (Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles) en Tunisie s'inscrit parfaitement dans ce cadre. Il permet ainsi aux deux institutions de mieux coordonner et structurer les projets de coopération qu'elles mènent déjà dans plusieurs domaines, dont la gestion des ressources hydriques. Cet accord encourage ensuite les deux parties contractantes à affiner de nouveaux programmes de coopération sur des sujets d'intérêt commun, aussi bien pour les deux pays que pour d'autres pays méditerranéens. De par les structures du CIRAD et de l'IRESA, l'accord est enfin de nature à créer une nouvelle dynamique d'échanges entre les deux pays via les doctorants et de jeunes chercheurs désireux de partager leurs expériences et d'approfondir leurs connaissances. Les établissements tunisiens devant profiter de cet accord sont l'IRVT (Institut de Recherche Vétérinaire de Tunisie), l'INGREF (Institut National de Recherche en Génie rural, Eaux et Forêts), l'INRAT (Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie), l'INAT (Institut National Agronomique de Tunisie), les centres de biotechnologie de Borj Cedria et de Sfax ainsi que l'Université de Sfax.

Il faut rappeler que le CIRAD a été créé en France en 1984 et qu'il s'intéresse, par le biais notamment de la recherche coopérative et de la formation, à des domaines divers qui touchent entre autres aux sciences du vivant et aux sciences de l'ingénieur appliquées à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles. L'IRESA, quant à elle, est un établissement public tunisien placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et Ressources hydrauliques. Créée en 1990, cette institution vise surtout à atteindre un triple objectif : veiller à la promotion de la recherche agronomique dans le cadre de la politique publique entreprise à cet effet ; élaborer des programmes de recherche et en assurer l'exécution et l'évaluation ; et enfin veiller à ce que les établissements de recherche et d'enseignement supérieur agronomiques soient au service de la production agricole et du développement.

## **Europe – 16 février 2009**

### **Un plan pour relancer l'aquaculture**

La Commission européenne entend prendre une série de mesures pour redynamiser le secteur de l'aquaculture dans les 27 pays membres de l'Union européenne (UE). C'est ce qu'a déclaré, le 13 février 2009, Joe Borg, Commissaire européen à la Pêche lors d'une rencontre à Cherbourg (France) avec des pêcheurs et des opérateurs aquacoles français pour la plupart d'entre eux. Cela se traduira concrètement par la formulation au mois d'avril prochain de propositions allant dans ce sens. Celles-ci seront soumises aux pays membres et discutées par les Ministres en charge de la pêche et de l'aquaculture au mois de juin 2009. Joe Borg a estimé que ce plan était nécessaire dans la mesure où la croissance de l'aquaculture européenne était « *au point mort depuis cinq ans* ». Et d'ajouter : « *nous devons investir beaucoup plus pour que les résultats de la recherche européenne, performante en la matière, puissent bénéficier à la production aquacole* ». Les déclarations du Commissaire européen à la Pêche ont été bien accueillies par les opérateurs aquacoles européens qui partagent en effet son diagnostic sur l'état des lieux de la filière. En témoigne la comparaison des deux chiffres suivants : alors que le volume des produits écoulés sur le marché mondial et issus de l'aquaculture a dépassé pour la première fois en 2008 celui des produits de pêche, il n'est toujours que d'environ 27 % des captures totales dans les pays membres de l'UE.

Mais le plan que la Commission est en train de préparer pour relancer l'aquaculture ne plaît pas aux pêcheurs. L'un d'entre eux a d'ailleurs interpellé Joe Borg en lui disant ceci « *C'est complètement utopiste. Pour nourrir des poissons d'élevage, vous allez détruire les fonds de poissons sauvages et polluer les estuaires* ». Un autre pêcheur qui assistait lui aussi à la rencontre a affirmé de son côté qu'il fallait 5 à 6 kilos de poisson sauvage pour nourrir un kilo de poisson élevé. Gêné par la position des pêcheurs, Joe Borg a tenu à préciser que l'aquaculture toute seule n'était pas « *la panacée* ». Il faut rappeler que les chercheurs ainsi que les experts de la FAO partagent l'avis selon lequel le développement de l'aquaculture permet d'atténuer les effets désastreux de surexploitation des ressources halieutiques sur la biodiversité. Mais ils ont toujours recommandé la vigilance à l'égard des poissons d'élevages carnivores qui pourront contribuer à la disparition d'espèces sauvages si leur élevage n'est pas bien encadré, ce qui est malheureusement le cas aujourd'hui dans bien des pays.

## **Sécurité alimentaire – 17 février 2009**

### ***La FAO prévoit une diminution de la production céréalière en 2009***

Ce ne sont encore que des estimations, mais elles sont fondées pour une bonne partie sur des données objectives collectées par la FAO : la production céréalière pourrait baisser au cours de 2009 par rapport à l'année 2008, laquelle a permis de récolter 2,44 milliards de tonnes, soit une augmentation de l'ordre de 5,4 % par rapport à 2007. Selon le dernier rapport de la FAO publié le 12 février 2009 à propos des perspectives de récoltes et de la situation alimentaire mondiale, les États-Unis et l'Europe bénéficient cette année de conditions climatiques favorables, notamment en ce qui concerne le blé d'hiver. Toutefois, les superficies qui y sont ensemencées ont diminué cette année à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres pays ou régions réputés pour être de gros producteurs de céréales.

Dans beaucoup d'autres régions ou pays « *à faible revenu et à déficit vivrier, les indicateurs de récolte céréalière, début 2009, seront à la baisse : recul de la récolte de maïs en Afrique australe, sécheresse préfigurant des récoltes de blé en régression en Asie, notamment en Chine où la moitié des superficies est affectée, et des pluies inadéquates également en Inde* ». Les pays d'Amérique latine pâtiront eux aussi des conditions climatiques défavorables, estiment les experts de la FAO pour qui le spectre d'une nouvelle crise alimentaire similaire à celle de 2007 demeure d'actualité. Ils rappellent d'ailleurs à cet égard que la chute en 2008 des cours mondiaux des céréales ne s'est pas forcément répercutée sur les cours des denrées alimentaires dans de nombreux pays en développement. Dans certains pays, les prix des produits alimentaires ont même continué à grimper. Il existe toujours 32 pays dont la plupart se situe en Afrique où l'insécurité alimentaire est vécue comme un problème quotidien pour environ 18 millions de personnes à cause des conflits mais aussi des intempéries, précise le rapport. Une note d'espoir tout de même : « *la situation, dans son ensemble, évoluera en fonction des résultats des cultures de riz qui doivent encore être plantées en Asie* », concluent ses auteurs.

## **Monde – 17 février 2009**

### ***Les biocarburants épinglés de nouveau par la FAO et des scientifiques américains***

L'augmentation des superficies agricoles consacrées à la production de biocarburants pourrait être inférieure en 2008/2009 aux prévisions faites l'année dernière par la FAO, à cause du ralentissement de l'activité économique mondiale et de la baisse des carburants d'origine fossile, dont notamment le pétrole et le gaz. Cela n'a pas empêché les experts de la FAO et plusieurs scientifiques américains de stigmatiser de nouveau les adeptes du renforcement des biocarburants au détriment de la sécurité alimentaire. En été dernier, ils avaient prévu que le volume de céréales destinés à la fabrication des carburants dits verts serait au cours de la campagne agricole 2008/2009 de l'ordre de 104 millions de tonnes, soit plus de 22 % par rapport à 2007/2008. En révisant donc à la baisse leurs prévisions, les experts de la FAO viennent de mettre en garde contre les stratégies de plusieurs multinationales visant à profiter de la conjoncture économique internationale morose pour accroître leurs investissements dans le secteur des biocarburants, aux dépens des investissements dans des projets contribuant à la satisfaction des besoins alimentaires humains.

Certains scientifiques américains ont profité de la Conférence annuelle de l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), tenue les 14 et 15 février 2009 à Chicago, pour attirer de nouveau l'attention de certains pays tropicaux des dangers dus, directement ou indirectement, à la production des biocarburants. « *Les carburants verts constituent pour de bon une menace grandissante pour la forêt tropicale* », a ainsi martelé Holly Gibbs, une chercheuse de l'Université de Stanford. Des études scientifiques sérieuses, a-t-elle rappelé, montrent en effet que les forêts tropicales stockent tous les ans plus de 340 milliards de tonnes de CO2 et contribuent ainsi à la lutte contre les gaz responsables de l'effet de serre. Or, les images satellitaires recueillies à propos de la Malaisie, de l'Indonésie et du Brésil par exemple indiquent que la moitié des nouvelles terres à usage agricole proviennent du défrichement de zones de forêts tropicales intactes. Une telle pratique remet en question, à coup sûr, la thèse selon laquelle la forêt tropicale serait le vrai poumon de la terre. De plus, elle devient un facteur majeur du phénomène de désertification. On est donc vraiment loin du temps où les biocarburants étaient présentés comme étant les prémisses de vraies perspectives devant s'ouvrir pour les producteurs agricoles et pour l'environnement.

## **Monde – 17 février 2009**

### ***Moins gaspiller aujourd'hui pour nourrir le monde de demain***

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ouvre une nouvelle voie de réflexion sur la manière de nourrir le monde dans un contexte d'insécurité alimentaire prégnant et de prévision démographique renforçant ces inquiétudes. C'est à l'occasion de la 25ème réunion annuelle du Conseil d'Administration et du Forum ministériel mondial sur l'environnement, à Nairobi (Kenya), qu'est paru le rapport du PNUE sur la crise alimentaire, le mardi 17 février 2009. Outre l'examen critique des agricultures des pays en développement, qui devraient investir dans le secteur pour remédier à ses faiblesses, le PNUE invite les pays industrialisés à remettre en question leurs modes de fabrication et de consommation alimentaires. Le rapport souligne en effet l'important gaspillage des produits alimentaires alors que ceux-ci pourraient être recyclés : « *Plus de la moitié de la nourriture produite dans le monde aujourd'hui est soit perdue, gaspillée, ou jetée à cause d'insuffisances dans la gestion de la chaîne alimentaire* », explique Achim Steiner, le directeur du PNUE. L'urgence n'est pas de produire plus mais surtout de « produire et de gérer mieux »

A ce titre, selon ce rapport, il reviendrait aux industries agro-alimentaires de revoir leur méthode de fabrication et d'économiser les millions de tonnes d'aliments jetés chaque année (près de la moitié de la production alimentaire est aujourd'hui perdue). Cette seule opération, qui tend à la création de nouvelles technologies, permettrait de sauver la planète en nourrissant les quelques 9 milliards consommateurs attendus pour 2050. L'alimentation du bétail fait partie de l'équation : ces pertes récupérées serait un moyen de le nourrir autrement qu'avec les céréales – un tiers de la production totale y est consacré, alors que l'apport calorique journalier de l'homme dépend presque pour moitié des céréales. La pêche doit aussi limiter ses « déchets » : environ 30 millions de tonnes de poisson sont rejetées à la mer. Une piste possible serait de réattribuer à la consommation humaine le poisson destiné à nourrir l'aquaculture. De telles mesures sont essentielles pour augmenter la capacité énergétique alimentaire (de 30 à 50 % selon l'ONU) et juguler la volatilité des prix alimentaires à travers une gestion durable de la production et de la consommation alimentaire. Cela suppose également une sensibilisation du consommateur à ces thématiques, afin de limiter le gaspillage dans l'assiette.

## **France – 19 février 2009**

### **Le 46ème salon international de l'Agriculture se tient à Paris du 21 février au 1er mars 2009**

La 46ème édition du salon international annuel de l'Agriculture a lieu dans la capitale française et se tient du 21 février au 1er mars 2009. Plus de 600 000 visiteurs sont attendus, cette année, dans le cadre de cette manifestation qui transforme Paris pour quelques jours en une grande ferme, voire la plus grande ferme de France. Le public peut y voir, en effet, lors de cette nouvelle édition, plus de 4 000 animaux dont 650 bovins, 550 ovins, 140 chevaux et poneys et une immense basse-cour, sans oublier les 1 700 chiens qui défilent lors de leur propre concours agricole dont la finale se déroulera le dernier jour du salon. Il faut rappeler ici que de tels concours concernent aussi bien les animaux que les produits agricoles dont plus de 4 000 ont été médaillés l'année dernière. Depuis quelques années, les organisateurs de la manifestation mettent l'accent sur des thématiques renvoyant à une agriculture de qualité respectueuse des impératifs environnementaux et de la sécurité alimentaire sanitaire. Le slogan choisi pour l'édition de cette année s'inscrit toujours dans la même logique puisqu'il s'intitule ainsi : « *génération agriculture, produire aujourd'hui, nourrir demain, respecter toujours* ».

Le salon se tient, cette année, en pleine crise économique et financière internationale et dans un contexte très sensible, notamment pour les agriculteurs français. Ces derniers sont en effet très inquiets des conséquences de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) sur leurs activités et sur l'avenir de l'agriculture française. Actuellement, ils perçoivent des aides annuelles de la Commission européenne évaluées à environ 10 milliards d'euros sur 53 milliards, c'est-à-dire le budget total consacré à la PAC. Or, les nouvelles orientations définies au mois de novembre 2008 par l'Union européenne s'inscrivent parfaitement dans le désengagement progressif des Etats membres du secteur agricole.

A l'occasion d'une visite d'une exploitation étiquetée « agriculture raisonnée » dans le village de Daumeray (Maine-et-Loire), Nicolas Sarkozy, Président de la République française, a promis le 19 février 2009 que le gel des crédits du budget du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, prévus en 2010 en contrepartie des crédits européens destinés au financement de la PAC, serait suspendu. Cette mesure pourra se concrétiser par la mobilisation de fonds évalués à 300 millions d'euros qui devraient être consacrés essentiellement au soutien de l'élevage, de l'agriculture en montagne et à la gestion des risques climatiques et sanitaires. Le Président français a également affirmé, à cette occasion, qu'un projet de loi serait soumis au Parlement par le Gouvernement, avant la fin de l'année 2009, dans le cadre de la modernisation des secteurs agricole et agroalimentaire, et ce, pour anticiper les réformes nécessaires de la PAC après 2013.

## **France – 23 février 2009**

### **« Objectif Terres 2020 », ou le nouveau modèle agricole français**

Initié par Michel Barnier, Ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, le plan baptisé « Objectif Terres 2020 » vise à encourager les producteurs français à répondre à un triple objectif au cours des dix prochaines années : augmenter le volume des productions, améliorer la qualité des produits et respecter l'environnement. Présenté par le Ministre lui-même le 19 février 2009, ce plan s'inscrit pleinement dans la volonté politique française d'apporter une contribution à la sécurité alimentaire de neuf milliards d'individus dans le monde, à l'horizon 2050, et de mieux rationaliser l'utilisation des ressources naturelles soumises de plus en plus à la surexploitation, aux pollutions et aux effets du changement climatique. Fruit d'une large concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles des agriculteurs, des pêcheurs et des opérateurs de l'agroalimentaire ainsi qu'avec les autres acteurs du développement rural durable, ce plan part d'un constat selon lequel la réalisation progressive d'un nouveau modèle de production, à la fois efficient et respectueux des impératifs environnementaux devrait relever cinq défis majeurs : mieux utiliser une eau qui se raréfie, contribuer à la restauration du bon état écologique des eaux et à celle de la richesse de la biodiversité et des paysages, protéger les sols agricoles, mieux maîtriser l'énergie et lutter contre le réchauffement climatique. Pour ce faire, il est demandé aux producteurs d'opérer dans le cadre d'une feuille de route dont les contours sont bien précis. Il s'agit, en effet, de réduire l'usage et l'impact des produits phytosanitaires, d'engager chaque entreprise agricole dans le

développement durable, de développer les potentialités de l'agriculture biologique, de remettre l'agronomie au centre de l'agriculture et de repenser des pratiques adaptées aux territoires.

Dans une interview publiée par le quotidien « Le Monde » en date du 25 février 2009, Michel Barnier, Ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, a donné quelques précisions à propos des perspectives d'avenir d'une agriculture française... *"économiquement productive et écologiquement responsable"*... en mettant l'accent sur quelques chantiers déjà lancés par le gouvernement français : un concernant *"une pêche durable et responsable"* devant donc préserver les ressources, un autre tendant à la réduction de moitié de l'utilisation des pesticides, *"si possible en dix ans"*, un troisième relatif à l'agriculture biologique et destiné à tripler d'ici 2012 les surfaces en bio et un quatrième chantier visant la réduction de la consommation énergétique dans chaque exploitation.

## **Apiculture – 24 février 2009**

### ***Agir vite pour promouvoir en Méditerranée des filières apicoles durables***

Depuis une dizaine d'années, le diagnostic dressé par les scientifiques est le même : les colonies d'abeilles domestiques mais aussi sauvages sont de plus en plus vulnérables. Dans certains pays méditerranéens du Nord, les taux de mortalité des abeilles domestiques ne cessent depuis quelques années de grimper. Les éléments nouveaux dans le dernier rapport sur l'état des lieux et des perspectives de l'activité apicole en France sont très instructif car ils apportent des éclaircissements sur les causes de la mortalité anormale des abeille. Mais leur auteur fait des propositions qui devraient être utiles à l'ensemble des pays méditerranées du Nord et du Sud.

Il faut noter que le rapport en question a été commandé au début de l'année 2008 par François Fillon, Premier Ministre français, à Martial Saddier, Député de la Haute Savoie. Les apiculteurs et les scientifiques rencontrés par l'auteur du rapport pensent tous qu'il est urgent en France, dans le reste des pays méditerranéens, voire dans les pays du monde entier, d'agir vite pour faire face à l'hécatombe dont souffrent les colonies d'abeilles et que l'enjeu dépasse largement le simple fait de produire plus de miel, car le rôle de l'abeille dans la préservation de la biodiversité est essentiel. L'auteur rappelle d'ailleurs, à cet égard, les conclusions fort intéressantes d'une étude menée récemment à ce sujet par des chercheurs français du CNRS et de l'INRA. Celle-ci conclue au fait que la contribution financière des insectes pollinisateurs, dont tout particulièrement les abeilles, s'élève sur la base des prix de 2008 à 153 milliards d'euros, soit 9,5 % de la valeur de la production mondiale destinée à la consommation humaine. Parmi les conclusions pertinentes du dernier rapport français sur la question, il y a lieu de signaler ici celle qui insiste sur le fait que la mortalité anormale des abeilles domestiques est due surtout à une conjonction de plusieurs facteurs, dont notamment les maladies, l'usage intensif des pesticides, l'urbanisation massive qui empiète progressivement sur les terres agricoles, les prairies et les autres espaces verts, la dégradation générale des conditions environnementales et les changements climatiques.

Les propositions concrètes que Martial Saddier, Député de la Haute Savoie formule dans son rapport sont utiles à l'ensemble des opérateurs de la filière dans la zone méditerranéenne tout entière. En voici quelques unes : la création à l'échelle nationale d'un institut apicole technique et scientifique, l'émergence d'une vraie inter-profession apicole capable d'apporter une meilleure contribution en matière d'organisation de la filière, de vulgarisation et de formation, la mise en oeuvre d'une stratégie nationale de ressources alimentaires pour l'abeille et l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques apicoles.

## **Algérie – 26 février 2009**

### ***Grâce à un plan mis en oeuvre en 2000, l'agriculture est devenue un moteur de l'économie algérienne***

En dépit du fait que les rendements de l'agriculture algérienne demeurent tributaires en grande partie des conditions climatiques instables et marquées ces dernières années par des cycles de sécheresse plus longs, il n'en demeure pas moins vrai que le plan gouvernemental mis en oeuvre en 2000 pour promouvoir le secteur a renforcé la position de l'agriculture en tant que « véritable moteur pour l'économie du pays ». Dans son édition du 22 février 2009, l'hebdomadaire français « Jeune Afrique » note d'ailleurs, à cet effet, que le « Programme National de Développement Agricole et Rural » (PNDAR) a eu, entre autres, le mérite d'assurer au secteur une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 6 %. « *En huit ans* », écrit l'hebdomadaire, « *le PNDAR a permis l'extension de la surface agricole utile de quelques 500 000 hectares, la création de près de 1,6 million de postes de travail, (...) sans compter le parrainage de plus de 428 000 exploitations agricoles, toutes tailles confondues, dont l'activité a généré la création de 25 000 entreprises de services* ».

Le système de crédits sans intérêts introduit par le PNDAR a aidé les agriculteurs et les éleveurs dont les moyens financiers sont modestes à produire plus, tout en se souciant de la qualité de leurs produits. Il a été en outre, à l'origine d'un travail de fond consistant à augmenter les capacités de stockage de la production et à mieux maîtriser l'industrie du froid et les savoir-faire en matière de conditionnement des fruits et légumes. Autres acquis non moins importants dus au PNDAR : introduction de nouvelles techniques d'irrigation ayant permis d'économiser 1 milliard de mètres cubes d'eau, encouragement des exploitants à utiliser l'énergie solaire et augmentation de la surface forestière de 160 000 hectares. Quant aux principaux défis que les producteurs algériens devront relever à l'avenir, « Jeune Afrique » insiste tout particulièrement sur celui qui vise à baisser la facture des importations de produits alimentaires de première nécessité dont notamment les céréales, le lait et les viandes rouges.

## **Turquie – 27 février 2009**

### ***En attendant son intégration au sein de l'UE, la Turquie se lance dans un travail de fond pour réformer son agriculture***

Les autorités turques ont une idée très précise sur les raisons pour lesquelles les chapitres portant sur l'agriculture, le développement rural, la sécurité sanitaire et la politique vétérinaire et phytosanitaire seront probablement les derniers à être ouverts dans les négociations que la Turquie mène avec Bruxelles, en vue de son adhésion à l'Union européenne. Mais elles travaillent d'arrache-pied pour que ce pays soit conforme le jour J aux normes européennes dans ces domaines. C'est la substance de l'interview exclusive publiée le 14 janvier 2009 par le quotidien turc « Today's Zaman » et accordée par Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'Agriculture turc.

Le Ministre rappelle que la Turquie compte une population de 70 millions d'individus et que le secteur de l'agriculture y absorbe à lui seul dans le pays 27 % de la population active. Du coup, les investissements devant être consentis dans le secteur agricole et dans celui du développement rural sont importants. De plus, note Mehmet Mehdi Eker, la Turquie est un grand concurrent des pays méditerranéens du Nord dans le domaine agricole. Il cite, à cet égard, quelques chiffres significatifs : sur l'ensemble de la liste des plantes dites endémiques du monde entier et évaluées entre 11 000 et 12 000, il en existe 3 500 dans la région de l'Anatolie. Il faut y ajouter 130 différentes productions y compris les fruits et des légumes frais. Ce sont donc des considérations liées aux coûts des investissements dans le secteur agricole et à la crainte d'avoir un rival redoutable face à plusieurs pays européens membres de l'Union européenne qui expliquent, selon le Ministre turc, la position de Bruxelles actuelle vis-à-vis des chapitres qui s'y rapportent, autrement dit celle qui consiste à laisser les Turcs procéder par eux-mêmes aux réformes nécessaires avant de mettre ce sujet sur la table de négociations. Or, les autorités turques, affirme le Ministre, s'investissent effectivement depuis plusieurs années pour harmoniser leurs règles et leurs normes à celles de l'Union européenne et ont, à ce titre pris plusieurs initiatives dans ce sens. Une plate-forme des réformes prioritaires a été mise en oeuvre en 2004. Des lois ont été

promulguées en ce qui concerne par exemple l'alimentation, les semences, l'agriculture biologique et les assurances agricoles.

A propos d'une meilleure identification du cheptel turc pour mieux faciliter notamment le traitement des maladies lors de crises, Mehmet Mehdi Eker a précisé que le gouvernement turc avait pu établir un système de comptage, à la fois précis et efficient, à travers l'implication des éleveurs eux-mêmes dans sa réactualisation et via aussi un réseau de vétérinaires et d'ingénieurs qui couvre l'ensemble des provinces. Le Ministre a tenu d'ailleurs à préciser que les animaux tués durant le « Kurban Bayram » (Fête du Sacrifice) sont répertoriés grâce à ce système qui a permis jusqu'ici d'identifier de manière précise le cheptel turc dans des proportions atteignant 98 %. Le Ministre a indiqué aussi que le développement du secteur de la pêche faisait partie des priorités du gouvernement turc. Alors que les quantités de prises annuelles étaient de l'ordre de 60 000 tonnes, elles se situent maintenant entre 130 000 et 140 000 tonnes. L'aquaculture a bénéficié, elle aussi, d'un programme spécifique. A rappeler que depuis l'ouverture en octobre 2005 des négociations entre l'Union européenne et la Turquie, dix chapitres sur trente cinq ont été jusqu'ici ouverts par les deux parties.

### **Feux de forêt – 27 février 2009**

#### ***Mention très bien : un nouveau procédé pour combattre plus efficacement les feux de forêt***

Baptisé « PCARDS » (Precision Container Aerial Delivery System), ce nouveau procédé qui permet de lutter contre les feux de forêt a été inventé par William Cleary, ingénieur chez Boeing. Il s'agit d'une poche en plastique biodégradable servant à contenir une tonne d'eau ou d'un liquide retardateur. Mis dans un container et largué, le sac est déchiré par une sangle à l'approche du feu. Avantage : l'eau ou le liquide retardateur libéré près du sol demeure plus concentré, donc plus efficace que ceux largués jusqu'ici à des distances plus élevées des lieux sinistrés. Un autre avantage de taille que présente le nouveau procédé : de telles poches peuvent être larguées « sur n'importe quel avion de transport équipée d'une rampe arrière », précise le magazine Science et Vie dans son édition de mars 2009. Les services de sécurité civile dans le monde entier, dont ceux de la zone méditerranéenne, attendent avec impatience de vérifier le nouveau procédé pour tenter de combattre plus efficacement les feux de forêts qui viennent, il y a quelques jours, de tuer plus de 200 personnes dans le Sud-Est de l'Australie. En outre, ils ont rejeté dans l'atmosphère des millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, accélérant ainsi la concentration des gaz à effet de serre lesquels, rappelons le, sont en grande partie responsables du réchauffement climatique.



**Le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)** a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai **1962**. C'est une **organisation intergouvernementale** réunissant **treize** Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un **secrétariat général** situé à Paris et de **quatre Instituts agronomiques méditerranéens** (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (**formation, recherche, coopération**), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité: **l'agriculture, l'alimentation et les mondes ruraux Méditerranée**.

**[www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)**

Founded in **1962** at the joint initiative of the OECD and the Council of Europe, CIHEAM is an **intergovernmental organisation** comprising **thirteen** member countries from the Mediterranean Basin (Albania, Algeria, Egypt, Espagne, France, Greece, Italy, Lebanon, Malta, Morocco, Portugal, Tunisia and Turkey).

CIHEAM is made up of a **General Secretariat** (Paris) and **four Mediterranean Agronomic Institutes** (Bari, Chania, Montpellier and Zaragoza)

In pursuing its three central missions (**education, research and cooperation**) CIHEAM has established itself as a reference in its fields of activity: **Mediterranean agriculture, food and rural development**.